

Publié le 28 Mars 2015 - Mis à jour le 30 Mars 2015

**Doigts dans la prise**

## Offensive armée sur le Yémen : l'Arabie saoudite enclenche un engrenage à haut-risque



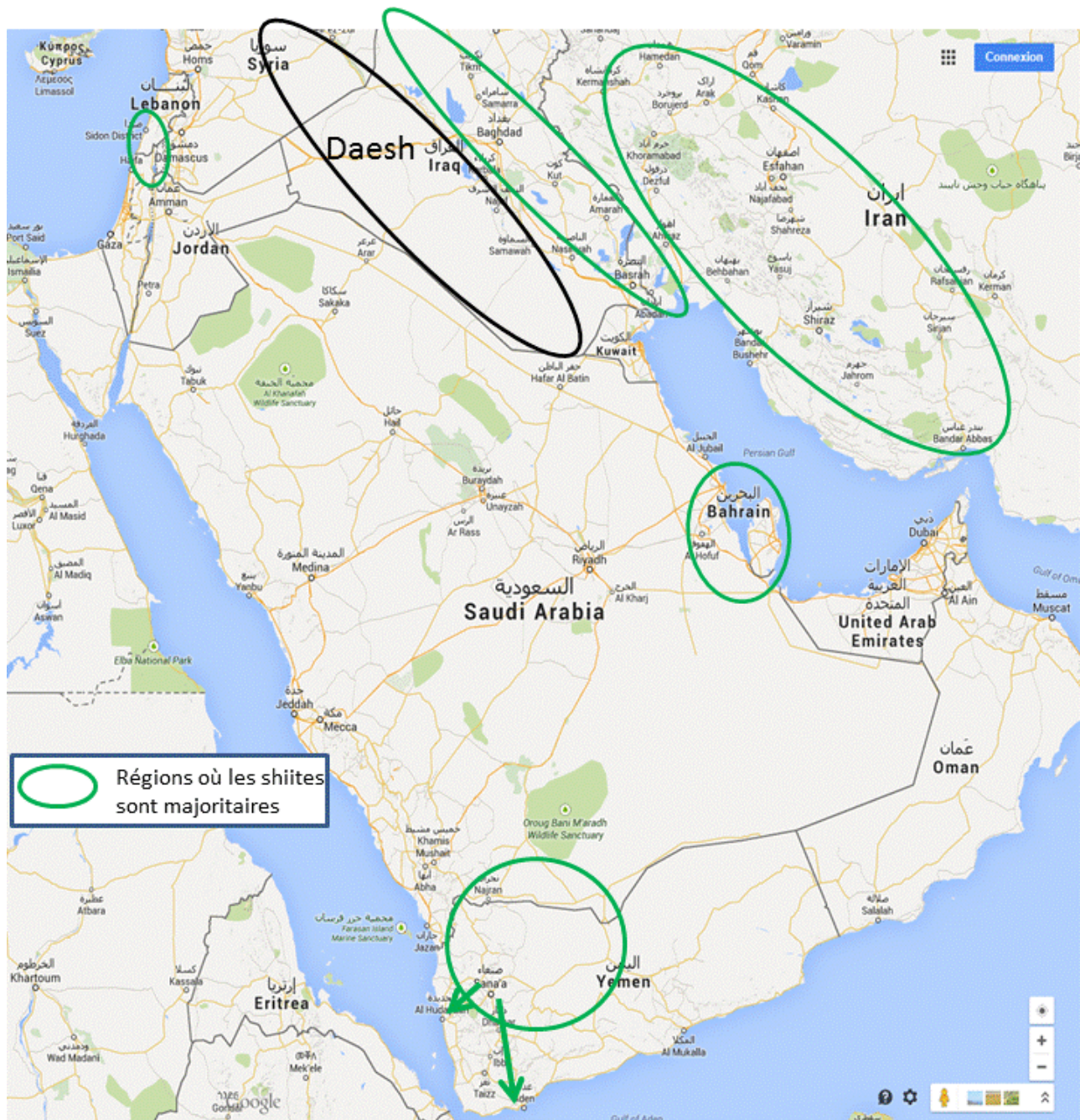
*Des rebelles chiites manifestent contre les frappes de l'Arabie saoudite, le 26 mars à Sanaa.*

**La capitale du Yémen et ses alentours ont connu des bombardements intenses dans la nuit de vendredi à samedi, troisième nuit consécutive de l'opération saoudienne "Tempête décisive". Les clés pour comprendre les événements qui secouent ce pays de la péninsule arabique.**



Avec [Jean-Bernard Pinatel](#)  
[Voir la bio en entier](#)

Le Moyen-Orient est aujourd'hui en plein chaos. Voici qu'à la guerre contre Daesh avec l'intervention terrestre de l'Irak et l'appui aérien d'une coalition internationale, s'ajoute au Yémen, les mêmes causes produisant les mêmes effets, une nouvelle guerre civile confessionnelle, entraînant une intervention extérieure dirigée par l'Arabie Saoudite et soutenue par les Etats-Unis.



## Le contexte

Au conflit israélo-palestinien et aux affrontements géopolitiques régionaux pour la suprématie dans le Golfe Persique - qui opposent depuis longtemps l'Iran et l'Arabie Saoudite, soutenus réciproquement par la Russie et les Etats-Unis - se superposent aujourd'hui des guerres civiles confessionnelles Sunnites contre Shiites et, depuis juin 2014, la guerre des salafistes radicaux de Daesh contre toutes les autres religions et l'Occident.

[Pour lire une autre analyse : Crise au Yémen : ces raisons qui expliquent vraiment l'intervention militaire saoudienne](#) En effet, **une guerre civile confessionnelle déchire la Syrie depuis quatre ans avec l'appui ou la complicité de l'Arabie Saoudite, du Qatar, de la Turquie et aussi des occidentaux dont les dirigeants ont cru naïvement qu'ils assistaient à un printemps arabe.** Par ailleurs, en Irak, la rébellion latente des tribus sunnites contre le pouvoir sectaire du shiite Al Maliki (L'origine de ce chaos remonte à la guerre d'Irak et à l'occupation américaine qui a cru pouvoir remplacer le pouvoir dictatorial du leader bassiste Saddam Hussein par une démocratie parlementaire. Mais le Premier Ministre Shiite Al Maliki n'a pas voulu partager le pouvoir avec les minorités Chiites et Kurdes qui représentent chacune environ 20% des habitants . Se comportant de manière

sectaire, il a suscité une rébellion latente des sunnites dans les cinq gouvernorats où ils sont majoritaires) a permis en juin 2014 aux terroristes salafistes dirigés par Abou Bakr Al Baghdadi (autoproclamé calife et imam des Musulmans du monde entier) - qui avait unifié ou éliminé tous les groupes rebelles syriens - d'occuper sans réelle opposition les cinq gouvernorats sunnites d'Irak et de créer ainsi le premier Etat terroriste dans un territoire grand comme la moitié de la France. **Le double jeu de la Turquie d'Erdogan, qui maintient sa frontière ouverte avec l'Etat Islamique, permet à Daesh de recevoir des renforts humains et de se ravitailler en échangeant le pétrole brut issu des territoires occupés contre des armes et des munitions.** Le contexte politique et militaire qui prévaut en Irak fait penser qu'en l'absence d'un réel engagement de la Turquie aux côtés de la coalition, il faudra à Bagdad plusieurs années pour chasser définitivement Daesh de son sol malgré le soutien terrestre de l'Iran et les frappes aériennes conduites par les Etats-Unis. **Cette révolution syrienne, que l'Arabie Saoudite a initiée et soutenue, tend à se retourner contre elle.** Daesh, qui contrôle le gouvernorat d'Al Anbar en Irak, dispose aujourd'hui d'une frontière commune de 400 km commune avec l'Arabie Saoudite et a fait part de sa volonté de libérer les lieux saints de l'Islam. Ryad perçoit désormais l'Etat islamique comme une menace, à tel point qu'elle a demandé au Pakistan et à l'Egypte de déployer au moins 30 000 hommes le long de cette frontière. Mais aujourd'hui, **avec la guerre au Yémen, cet effet boomerang ne se limite pas à sa frontière Nord** (Israël, de son côté, espère tirer les marrons du feu : le Hezbollah engagé en Syrie et au Yémen s'affaiblit, la communauté internationale les yeux rivés sur Daesh lui laisse les mains libres pour poursuivre sa colonisation rampante de la Palestine).

## Les derniers développements militaires

Au Yémen, une rébellion d'obédience shiite dont le foyer est situé de part et d'autre de la frontière Sud de l'Arabie Saoudite a pris le contrôle de l'Ouest et du Sud du pays. En effet, le 25 mars 2015, les rebelles chiites étaient arrivés à 30 km d'Aden, entraînant le départ du président Hadi vers l'Egypte et l'évacuation de tous les étrangers, dont la très nombreuse communauté saoudienne. Les Houthis se sont aussi emparés de la base aérienne d'Al-Anad, la plus importante du pays, évacuée la semaine précédente par des militaires américains. Parallèlement ils menacent le port de Mocha sur la mer Rouge, qui ouvre la voie au détroit stratégique de Bab al-Mandeb.

## Les origines de la crise

Ce pays de 25 millions d'habitants est un État islamique régi par la Sharia. L'islam yéménite est composé de deux courants religieux principaux qui rassemblent 98% de la population : le zaydisme, issu du chiisme, très implanté dans le nord du pays (env. 45 % de la population) et le chaféisme, issu du sunnisme et davantage implanté dans le Sud et l'Est (environ 55 % de la population). **Depuis sa réunification en 1990, les shiites ont été marginalisés puis réprimés après la rébellion de 2004 conduite Hussein Badreddin al-Houthi qui visait à obtenir une plus grande autonomie pour les shiites au sein de la province de Saada.** C'est de ce leader, tué par l'armée yéménite, que la rébellion Houthi a tiré son nom. **Soutenus par l'Iran, mais également par le Hezbollah (l'organisation chiite du Liban), les Houthis se sont ralliés en 2011 à la vague de protestation contre le président Ali Abdallah Saleh, née dans le sillage du « Printemps arabe » et en ont tiré profit pour renforcer leur contrôle territorial.** En février 2004, ils s'opposent au plan du président de transition Abd Rabo Mansour Hadi, qui prévoyait de faire du Yémen une fédération de 6 régions et s'engagent dans une rébellion armée. **Face à cette offensive (1), une coalition (2) des Etats sunnites dirigée par l'Arabie Saoudite et soutenue par les Etats-Unis s'est formée et va intervenir au Yémen par des actions aériennes et peut-être par des actions terrestres.** L'Arabie Saoudite craint en effet pour sa propre stabilité car ses dirigeants n'ont qu'une confiance limitée dans leur propre armée suréquipée et entraînée par les Etats-Unis. En effet, une menace intérieure au Royaume peut venir de la communauté shiite. Bien qu'il n'existe aucune donnée statistique sur le nombre de shiites saoudiens, on peut les estimer entre 15 et 20 % de la population d'Arabie. Les sources officielles les minimisent probablement en évaluant cette communauté à 10 %, soit 2 millions de personnes. Les deux tiers de ces ressortissants saoudiens, qui sont les plus défavorisés des populations autochtones, vivent dans la région orientale (Ach-Charqiya) à proximité de Bahreim où les chiites sont majoritaires, dans la province d'Al-Ahsa et les villes de Qatif, Dammam et Khobar. **Depuis le début du XXIème siècle, les Etats-Unis ont joué au pyromane au Moyen-Orient avec leur intervention militaire contre Saddam Hussein et leur soutien aux visées saoudiennes qui, sous couvert de printemps arabe, espéraient liquider le pouvoir alaouite en Syrie.** Pour essayer d'éteindre ces incendies, ils sont aujourd'hui condamnés : **1) soit à intervenir avec des troupes au sol, ce qu'Obama se refuse de faire ; 2) soit à obtenir au minimum de la Turquie qu'elle ferme sa frontière pour**

asphyxier progressivement Daesh ; 3) et/ou à décider d'un renversement d'alliances ou à négocier directement avec l'Iran et la Russie car il est évident que ce sont ces deux pays qui détiennent aujourd'hui les meilleures clés pour maîtriser ces conflits. Quant à la France, la politique étrangère « émotionnelle » de François Hollande lui a fait perdre toutes les cartes qu'elle détenait dans cette région. Avant-dernière étape passée avec succès pour Total au Yémen. Le contrat précisant les dispositions de la coopération entre Total et les autorités yéménites pour l'exploitation des champs gaziers de Maareb et Jawf (450 milliards de mètres cubes de réserves) a été signé le 24 mai. Le contrat définitif, qui portera sur vingt-cinq ans et qui représentera un investissement de 6 milliards de dollars, sera signé à l'automne. Total doit encore trouver des partenaires financiers pour constituer le consortium qui construira le réseau de gazoducs, les deux trains de liquéfaction et le terminal de Ras Omran.

(1) - 14 octobre 2014 : Les Houthis prennent facilement le port d'Hodeïda sur la mer Rouge, puis progressent vers le centre du pays. Ils ne rencontrent aucune résistance des forces gouvernementales, mais doivent combattre Al-Qaïda.- 20 janvier 2015 : Les Houthis s'emparent du palais présidentiel à Sanaa. Le président Hadi et son gouvernement démissionnent.- 6 février 2015 : Coup de force institutionnel des Houthis, qui annoncent la dissolution du Parlement et installent un Conseil présidentiel, mesures condamnées par les Etats-Unis et les monarchies du Golfe, qui accusent l'Iran de soutenir la rébellion chiite. A Sanaa, les ambassades ferment.- 21 février 2015 : Le président Hadi fuit Sanaa pour Aden, ex-capitale du Yémen du sud, revient sur sa démission, et proclame Aden capitale du pays.- 13 mars 2015 : Pour parer « à toute éventualité », les Houthis annoncent l'organisation de manoeuvres militaires près de la frontière avec l'Arabie Saoudite.- 20 mars 2015 : Le groupe Etat islamique (EI) revendique ses premiers attentats au Yémen, avec l'attaque de mosquées chiites à Sanaa, qui fait 142 morts.- 22 mars 2015 : Les Houthis avancent vers le sud, et Taëz, la troisième ville du pays. Le chef des Houthis Abdel Malek al-Houthi justifie cette offensive par la lutte contre les extrémistes sunnites d'Al-Qaïda et du groupe Etat islamique (EI), qui a revendiqué ses premiers attentats au Yémen avec l'attaque de mosquées chiites à Sanaa.- 25 mars 2015 : La rébellion chiite est à 30 km d'Aden, dont le président Hadi est exfiltré vers l'Egypte, et prend la base aérienne d'Al-Anad, la plus importante du pays, évacuée la semaine précédente par des militaires américains. Elle se rapproche parallèlement du port de Mocha sur la mer Rouge, qui ouvre la voie au détroit stratégique de Bab al-Mandeb.

(2) **Arabie Saoudite** : 100 avions de combat - **Emirats arabes unis** : 30 avions de combat - **Bahreïn** : 15 - **Koweït** : 15 avions - **Qatar** : 10 avions - **Maroc** : 6 avions - **Jordanie** : 6 avions, et prête à une intervention au sol - **Soudan** : 3 avions, et prêt à une intervention au sol - **Egypte** : 4 navires de guerre pour sécuriser Aden et l'entrée de la mer Rouge, et [participation aux](#) bombardements aériens. Le Caire est prêt à une intervention au sol - **Pakistan** : réfléchit à l'envoi de troupes au sol - **Etats-Unis** : soutien [logistique](#) et de renseignement